

BILAN 2024

des journalistes
tués, détenus, otages
et disparus dans le monde

RSF REPORTERS
SANS FRONTIÈRES

PRESS

Bilan du 1^{er} janvier au 1^{er} décembre 2024

| SOMMAIRE



AVANT-PROPOS	3
LE BILAN EN CHIFFRES	4
JOURNALISTES TUÉS	6
JOURNALISTES DÉTENUS	8
LIBÉRATIONS PHARES	10
JOURNALISTES OTAGES	12
JOURNALISTES DISPARUS	14
DÉFINITIONS	16
À QUOI SERVENT NOS CHIFFRES ?	17
NOTE MÉTHODOLOGIQUE	17
CARTE DES ATTEINTES À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN 2024	18

AVANT-PROPOS

Les journalistes ne meurent pas, ils sont tués

Mourir ne saurait figurer au rang des risques acceptables du métier de journaliste. Bien sûr, la protection des journalistes ainsi que leur formation à la couverture des conflits ont connu des progrès et les actions de Reporters sans frontières (RSF) portent parfois leurs fruits pour limiter les menaces qui pèsent sur les reporters ou obtenir leur libération. Mais cette année encore, le bilan dressé par RSF dit le lourd prix humain que paie le journalisme et constitue le bilan des prédateurs de la liberté de la presse, ces pouvoirs répressifs, ces groupes armés, qui s'en prennent à ceux qui œuvrent au quotidien à fournir une information fiable.

Car la fatalité ne saurait l'emporter et la formulation passive ne saurait être employée : les journalistes ne meurent pas, ils sont tués ; ils ne sont pas en prison, des régimes les y ont jetés ; ils ne sont pas disparus, on les a enlevés. Ces crimes contreviennent au droit international et trop souvent demeurent impunis. De victimes collatérales, les journalistes sont devenus des cibles, des témoins gênants, voire même des monnaies d'échange, des pions dans le jeu diplomatique.

Le nombre de journalistes tués en zone de conflit est le plus important de ces cinq dernières années. À Gaza, l'ampleur de la tragédie dépasse l'entendement. Plus de 145 journalistes ont été tués depuis octobre 2023, dont au moins 35 vraisemblablement ciblés ou tués dans l'exercice de leurs fonctions. Ces reporters étaient pour beaucoup identifiables et protégés par leur statut, mais ont pourtant été abattus par des frappes israéliennes ignorant délibérément les conventions internationales. À cela s'ajoute la mise en œuvre orchestrée d'un black-out médiatique et l'interdiction d'accès au territoire pour les journalistes étrangers.

En 2024, Gaza est devenue la région la plus dangereuse au monde pour les journalistes, où le journalisme même est menacé de disparition. Un tiers des journalistes tués cette année ont péri sous les bombes des forces armées israéliennes. Israël est, de plus, rentrée parmi les 5 plus grandes prisons du monde pour les journalistes.

Au-delà de Gaza, d'autres conflits, d'autres réalités échappent au regard. Le Soudan est désormais un piège mortel pour les journalistes pris entre factions militaires et paramilitaires. Même en dehors des théâtres de guerre, le journalisme n'est pas épargné. Le Pakistan, où 7 journalistes ont été tués en 2024, et le Mexique, qui comptabilise 5 assassinats, font

partie des trois pays avec le plus grand nombre de journalistes tués ces cinq dernières années, ciblés sans relâche par les gangs et des factions armées. Au Bangladesh, la violente répression des manifestations a fait 5 victimes parmi les journalistes. Les forces de sécurité les ont délibérément ciblés, dans une tentative systématique de censurer la couverture de cette révolte historique, qui a conduit au renversement du gouvernement en place.

En Birmanie, enfin, dans un conflit largement ignoré par les médias internationaux, 3 journalistes ont été tués. Je ne les ai pas connus mais ils m'évoquent inévitablement ces courageux reporters que j'ai rencontrés en octobre à Chiang Mai, en Thaïlande, pour le lancement d'un programme de soutien de RSF, au plus près des besoins de ces journalistes qui ne sauraient se dire « en exil » puisqu'ils franchissent régulièrement la frontière pour aller sur la ligne de front récolter des images et des récits.

Répetons-le : les journalistes ne meurent pas, ils sont tués. Nous devons exiger que tous les responsables de ces meurtres rendent des comptes. À commencer par les forces armées israéliennes qui depuis le 7 octobre 2023 ne se cachent plus derrière d'illusoires enquêtes et maquillent le ciblage des journalistes en lutte contre le terrorisme, ajoutant à l'élimination physique intentionnelle l'ignominie.

Nous devons faire bouger les lignes, nous rappeler, nous citoyens, que c'est pour nous, pour nous informer, que les journalistes meurent. L'inertie des pouvoirs publics n'est rendue possible que par une trop grande indifférence, encore, du public. Alors, et c'est notre engagement à RSF : ne cédon pas la place au fatalisme, les choses peuvent se passer autrement. Protéger ceux qui nous informent, c'est protéger la vérité. Continuons à compter, à nommer, à dénoncer, à enquêter, à faire en sorte que justice soit faite.

Je dédie ce rapport à la journaliste [Victoria Roshchyna](#), dont les proches ont appris le 10 octobre sa mort en captivité. À l'heure où j'écris ces lignes, ils n'ont pas obtenu plus d'explications des autorités russes sur les circonstances de sa détention et de sa mort, ou même pu récupérer son corps. Informer n'est pas un crime ; tuer pour réduire au silence l'est.

Thibaut Bruttin,
Directeur général de RSF

LE BILAN EN CHIFFRES¹ | 2024



54 JOURNALISTES TUÉS*

DANS L'EXERCICE OU EN RAISON DE LEURS FONCTIONS

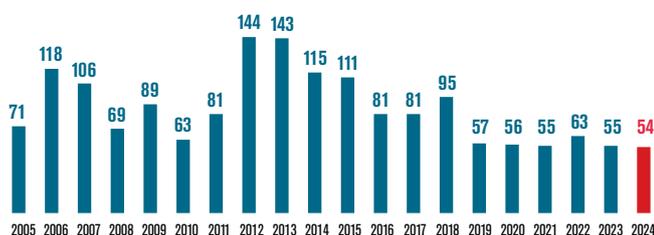
51 JOURNALISTES PROFESSIONNELS
1 JOURNALISTE NON PROFESSIONNEL
2 COLLABORATEURS DES MÉDIAS

♂ ♀
52 HOMMES
2 FEMMES



52 LOCAUX
2 ÉTRANGERS

Plus de 1 700 journalistes tués ces 20 dernières années

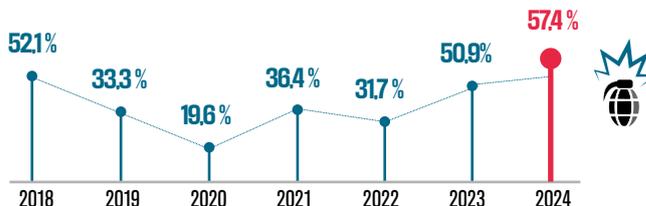


Les pays les plus dangereux pour les journalistes en 2024

16 Palestine
7 Pakistan
5 Bangladesh
5 Mexique
4 Soudan
3 Birmanie
2 Colombie
2 Ukraine
2 Liban



Plus de la moitié des journalistes ont été tués en zone de conflit



Les forces armées israéliennes sont responsables de la mort d'un tiers des journalistes en 2024

Forces armées israéliennes	18
Groupes armés non-identifiés (Pakistan, Mexique, Soudan, Colombie, Honduras, Tchad)	13
Assaillants non identifiés	6
Forces de l'ordre bangladaises	5
Junte birmane	3
Autorités russes	2
Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP)	2
Forces de soutien rapide (FSR) au Soudan	2

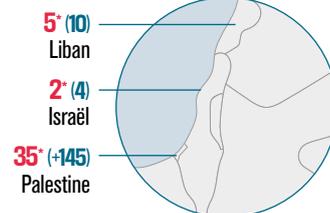
Les sujets qui tuent

31 Conflit
8 Politique locale
7 Crime organisé
5 Manifestations
5 Autre

Guerre à Gaza : les journalistes tués

depuis le 7 octobre 2023

Total
42
(159 depuis octobre 2023)



*en raison de l'exercice de leurs fonctions

1. chiffres arrêtés au 1^{er} décembre 2024

* Voir définitions page 16



Nos chiffres actualisés sur le baromètre de RSF

La liste ne recense que les journalistes dont RSF a pu établir de façon avérée qu'ils ont été tués, emprisonnés et détenus en raison de leur activité de journaliste. Il ne comprend pas ceux visés pour des motifs indépendants de leur profession ou pour lesquels le lien avec leur travail n'a pas pu encore être confirmé.



550 JOURNALISTES DÉTENUS*

↑ +72% (513 au 1^{er} décembre 2023)

439 JOURNALISTES PROFESSIONNELS (dont 63 femmes)
86 JOURNALISTES NON PROFESSIONNELS (dont 9 femmes)
25 COLLABORATEURS DES MÉDIAS (dont 5 femmes)

Les dix plus grandes prisons du monde

- 124 Chine (dont 11 à Hong Kong)
- 61 Birmanie
- 41 Israël
- 40 Bélarus
- 38 Russie
- 38 Vietnam
- 26 Iran
- 23 Syrie
- 19 Arabie saoudite
- 19 Égypte



♂ ♀ **473** HOMMES
77 FEMMES
 (soit 14,2 %)

 PASSPORT **462** LOCAUX
88 ÉTRANGERS
 (soit 16,2 %)



298 DÉTENTIONS PROVISOIRES
244 DÉTENTIONS SUITE À UNE CONDAMNATION (dont 9 condamnations à la perpétuité)
8 ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE

72 journalistes ont été condamnés en 2024 à plus de 250 ans de prison.

10 ont été condamnés à une peine supérieure à 10 ans de prison.

54 de ces journalistes condamnés sont toujours en prison au 1^{er} décembre.



55 JOURNALISTES OTAGES* DONT 2 NOUVEAUX EN 2024

48 JOURNALISTES PROFESSIONNELS
4 JOURNALISTES NON PROFESSIONNELS
3 COLLABORATEURS DES MÉDIAS

♂ ♀ **52** HOMMES
3 FEMMES

 PASSPORT **53** LOCAUX
2 ÉTRANGERS

Les 5 pays à haut risque

38 Syrie
9 Irak
5 Yémen
2 Mali
1 Mexique

Les principaux preneurs d'otages

- Groupe État islamique (EI) **25**
- Groupes rebelles syriens (ASL, Ahrar Al-Sham, Al-Nosra, Brigade Hamza, Division Sultan Murad, Jaysh al-Islam) **11**
- Groupes armés indéterminés **8**
- Groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS) **6**
- Houthis **4**
- Al-Qaïda **1**



95 JOURNALISTES DISPARUS* DONT 4 NOUVEAUX EN 2024

92 JOURNALISTES PROFESSIONNELS
2 JOURNALISTES NON PROFESSIONNELS
1 COLLABORATEUR DES MÉDIAS

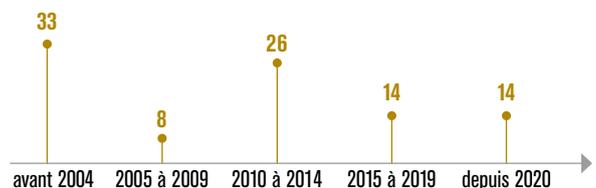
♂ ♀ **88** HOMMES
7 FEMMES

 PASSPORT **79** LOCAUX
16 ÉTRANGERS



52 PORTÉS DISPARUS
43 DISPARITIONS FORCÉES

28 disparus au cours de ces 10 dernières années



Les zones à hauts risques

39 Amériques (dont 30 au Mexique)
19 Maghreb et Moyen-Orient
17 Afrique
12 Europe Asie Centrale
8 Asie



54 JOURNALISTES TUÉS

DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS DANS 17 PAYS DU MONDE

En 2024, près de 30 % des journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions l'ont été à Gaza par l'armée israélienne. La Palestine est le pays le plus dangereux pour les journalistes, enregistrant un bilan de morts plus élevé que tout autre pays depuis 5 ans. Dans le monde, le nombre de journalistes tués pour avoir couvert des zones de conflit – au Proche-Orient, en Irak, au Soudan, en Birmanie et en Ukraine – a atteint un niveau record depuis 2020. En raison du grand nombre de journalistes tués au Pakistan (7) et lors des manifestations au Bangladesh (5), l'Asie reste, en 2024, la deuxième région la plus dangereuse pour les professionnels des médias.

PALESTINE (16) - LIBAN (2)

RSF dépose une quatrième plainte auprès de la CPI pour crimes de guerre contre les journalistes

Plus de 155 journalistes ont été tués par l'armée israélienne depuis octobre 2023 à Gaza et au Liban : c'est une hécatombe sans précédent.

Pour au moins 40 d'entre eux RSF dispose de suffisamment d'éléments indiquant qu'ils ont été pris pour cible en raison de leur qualité de journaliste. RSF a déposé quatre plaintes auprès de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre commis contre les journalistes par l'armée israélienne.



« Tant que ces homicides resteront impunis, leurs auteurs n'auront aucune raison de s'arrêter. La protection des journalistes de Gaza et du Liban commence par la lutte contre l'impunité. Sans les journalistes de Gaza, nous perdons l'accès à l'information sur la situation à Gaza. »

Antoine Bernard,
directeur du plaidoyer et de l'assistance de RSF

PAKISTAN (7)

Année meurtrière au Pakistan

Avec 7 assassinats en 2024, le Pakistan devient l'un des pays les plus dangereux du monde pour les journalistes. Parmi les victimes, le journaliste indépendant **Kamran Dawar** a été abattu le 21 mai devant son domicile dans le district du Waziristan du Nord. Fondateur de *Waziristan TV* sur Facebook et animateur d'une chaîne YouTube consacrée aux défis sociaux dans sa région, frontalière de l'Afghanistan, il avait exprimé des inquiétudes pour sa sécurité quelques semaines avant sa mort.

BANGLADESH (5)

Manifestations réprimées dans le sang

Les manifestations de juillet, déclenchées par le rétablissement d'un système de quotas jugé discriminatoire pour l'accès aux emplois publics, ont été réprimées dans le sang par les forces de l'ordre : 5 journalistes y ont perdu la vie et de nombreux autres ont été blessés. **Mehedi Hasan**, journaliste du site *Dhaka Times*, a été tué, le 18 juillet, alors qu'il couvrait des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre dans un quartier du sud de la capitale, Dacca. Cette crise politique majeure a conduit à la fuite de la Première ministre.





MEXIQUE (5)

Faillies dans les mécanismes de protection de l'État

Face à la dangerosité de l'exercice du métier de journaliste, plus de 650 professionnels des médias bénéficient à ce jour du mécanisme de protection mis en œuvre par l'État. Malgré cela, le journaliste et fondateur du média *El Hijo del Llanero Solitito*, **Alejandro Alfredo Martínez Noguez**, a été abattu à l'intérieur de la voiture de police de son escorte de sécurité, lors d'un reportage.

SOUDAN (4)

Un conflit meurtrier

Le caméraman soudanais **Hatem Maamoun**, qui travaillait pour divers médias, dont la chaîne *Soudania 24*, est décédé des suites de ses blessures infligées lors de l'attaque contre le camp de Jebeit à l'est du pays, où il se trouvait afin de couvrir la visite du général Burhan, chef de l'armée régulière, le 31 juillet dernier. Ils sont au moins 4 professionnels à avoir été tués dans l'exercice de leurs fonctions cette année.

BIRMANIE (3)

Torturé et tué en détention

Le corps de **Myat Thu Tun**, collaborateur de *Western News* après avoir collaboré à plusieurs médias, a été retrouvé le 11 février dans la région de Rakhine, portant des traces de torture et des impacts de balles. Détenu depuis septembre 2022 par la junte militaire birmane, il est le cinquième journaliste tué par la junte militaire birmane au pouvoir depuis le coup d'État de février 2021.

COLOMBIE (2)

Mort pour avoir traité des sujets de sécurité locale

Mardonio Mejía Mendoza, directeur de la radio communautaire *Sonora Estéreo*, a été assassiné le 24 janvier 2024 à San Pedro, dans la province de Sucre, par des hommes armés à moto. Journaliste reconnu, il animait l'émission « Amanecer Campesino » (« Aube rurale »), axée sur les questions judiciaires et les problèmes de sécurité locale.

UKRAINE (2)

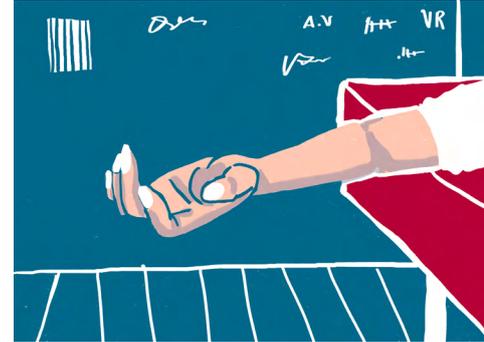
Un meurtre commandité depuis le Kazakhstan

Le blogueur kazakh **Aydos Sadykov** a été tué par balles à Kyiv, en Ukraine, où il était réfugié depuis dix ans. Après 13 jours dans le coma, il meurt le 2 juillet 2024. Cet assassinat, non lié à l'invasion russe du pays, a été commandité depuis le Kazakhstan. Avec sa femme, la journaliste **Natalia Sadykova**, Aydos Sadykov avait co-fondé la chaîne YouTube *Base*, spécialisée sur les sujets de corruption au Kazakhstan.

RUSSIE (1)

Journaliste ukrainienne morte dans les prisons russes

La journaliste freelance **Victoria Roshchyna**, qui collaborait notamment avec le média ukrainien *Ukrainska Pravda*, a disparu le 3 août 2023 alors qu'elle se rendait dans les territoires ukrainiens occupés par la Russie. Le Kremlin n'a reconnu la détenir que huit mois plus tard. Dans une lettre des autorités du 10 octobre, ses proches ont appris sa mort en captivité, qui serait survenue le 19 septembre 2024. Ils n'ont pas obtenu d'explications sur les circonstances de sa détention et de sa mort et le corps de la journaliste ne leur a toujours pas été rendu. Sur les 38 autres journalistes détenus par la Russie, 18 sont des journalistes ukrainiens emprisonnés en raison de leur travail.



INDONÉSIE (1)

Brûlé dans l'incendie criminel de sa propre maison

Le journaliste indonésien **Sempurna Pasaribu** pour *Tribrata TV* a perdu la vie avec trois membres de sa famille dans l'incendie criminel de sa maison à Kabanjahe, le 27 juin. Menacé pour ses enquêtes sur des réseaux illégaux, il avait refusé de céder aux pressions de la police et de l'armée.

IRAK (1)

Menaces amplifiées au Kurdistan irakien

Le 8 juillet, le véhicule du journaliste de la chaîne kurde *Çira TV* **Mirad Mirza** a été touché par une frappe de drone alors qu'il rentrait d'un reportage au nord-est de l'Irak, avec sa consœur **Medya Kemal Hassan**. Le reporter de 27 ans est mort des suites de ses blessures, trois jours après le bombardement attribué par les médias kurdes à l'armée turque.

TCHAD (1)

Dans la peau d'un journaliste au Sahel

Le journaliste Idriss Yaya, de la radio communautaire de Mongo, a été tué par balles avec son épouse et leur fils, le 1^{er} mars au centre du Tchad en représailles à ses enquêtes, notamment sur les conflits intercommunautaires et le trafic d'armes. Un assassinat qui illustre les dangers auxquels font face les journalistes dans la région.



RSF et 500 radios communautaires appellent les autorités à soutenir et à protéger le journalisme local au Sahel.

Ailleurs dans le monde

4 autres journalistes ont également été tués en 2024, en Syrie (1), au Turkménistan (1), au Honduras (1) et au Népal (1).



550 JOURNALISTES DÉTENUS

ISRAËL PARMIS LES 3 PLUS GRANDES PRISONS DE JOURNALISTES DU MONDE

L'augmentation du nombre de journalistes détenus en 2024 (+ 7.2 %) s'explique par de nouvelles incarcérations en Russie (+ 8) et en Israël (+ 17). Israël est de loin le pays qui a incarcéré le plus de journalistes depuis le début de la guerre à Gaza et devient la troisième prison du monde pour les journalistes. La Russie (38), utilise ses geôles pour réprimer les voix russes indépendantes et ukrainiennes. Les 4 plus grandes prisons – la Chine (124, dont 11 à Hong-Kong), la Birmanie (61), Israël (41) et le Bélarus (40) – emprisonnent plus d'un journaliste sur deux dans le monde.

LES 10 PLUS GRANDES PRISONS DE JOURNALISTES

CHINE (124 dont 11 à HONG KONG)



Covid19 et MeToo : une couverture réprimée

La célèbre journaliste **Zhang Zhan**, déjà emprisonnée quatre ans pour son reportage sur la Covid-19, est de nouveau détenue depuis août 2024, accusée de « *provoquer des querelles et des troubles* », et risque cinq ans de prison. La journaliste d'investigation qui a lancé le mouvement #MeToo en Chine, **Sophia Huang Xueqin**, a elle écopé de cinq ans de prison pour « *incitation à la subversion du pouvoir de l'État* ».

Premières condamnations de journalistes pour « sédition » à Hong Kong

Deux anciens rédacteurs en chef de *Stand News*, **Patrick Lam** et **Chung Pui-kuen**, ont respectivement été condamnés à 11 et 21 mois de prison le 26 septembre.

BIRMANIE (61)

La prison à vie, symbole de la répression de la junte

La réalisatrice **Shin Daewe** a été condamnée, le 10 janvier 2024, à la plus lourde peine infligée à un journaliste depuis le coup d'État de 2021, la prison à vie, pour « *soutien au terrorisme* ». Arrêtée en octobre, elle aurait été torturée en détention.

ISRAËL (41)

Troisième prison du monde pour les journalistes

Depuis le début de la guerre à Gaza, Israël a systématisé la détention administrative – une procédure qui permet à l'armée d'incarcérer des personnes sans être tenue de communiquer sur des charges. 37 journalistes palestiniens sont derrière les barreaux, tel que le journaliste de l'agence de presse *J Media* **Alaa al-Rimawi**, qui, à l'instar du correspondant d'*Al-Araby Al-Jadid* à Gaza **Diaa al-Kahlout** – libéré en janvier 2024 – a été torturé dans les prisons israéliennes.



BÉLARUS (40)

Aveux forcés

Le 22 octobre, une chaîne Telegram liée à la police a publié une vidéo « d'aveux » sous contrainte du journaliste **Ihar Ilyash** – une méthode humiliante régulièrement utilisée par les autorités biélorusses. Son épouse **Katsiaryna Andreyeva**, fait elle aussi partie, depuis 2020, des 38 autres journalistes détenus en raison de leur travail.

RUSSIE (38)

Alexeï Navalny, sujet interdit

Antonina Kravtsova (alias **Favorskaya**) et **Artyom Kriger**, de **SOTAvision** – média sélectionnée au **prix RSF de l'impact 2024** – ainsi que **Konstantin Gabov** et **Sergey Karelin** – sont 4 professionnels des médias russes détenus par le Kremlin dans des conditions inhumaines, depuis 2024, pour avoir couvert les procès de l'opposant politique Alexeï Navalny, ou des sujets liés à sa fondation anticorruption FBK.

VIETNAM (38)

Le contrôle des réseaux sociaux

Le journaliste **Huy Duc** a été enlevé par le régime à Hanoi le 1^{er} juin 2024, peu après avoir publié des articles sur les troubles politiques dans le pays. Officiellement détenu depuis le 7 juin, son compte Facebook, suivi par 350 000 abonnés, a également été supprimé.

IRAN (26)

La prix Nobel de la paix en danger

En 2024, la peine d'emprisonnement de **Narges Mohammadi** a été prolongée deux fois de plus, en représailles à ses écrits et à son activisme depuis la prison d'Evin. Sa santé s'est fortement détériorée en détention, avec la crainte d'un cancer des os et des problèmes d'artères inquiétants. Cette année, les autorités ont enfermé 7 journalistes en raison de leur travail. Le dernier en date est **Reza Valizadeh** journaliste américano-iranien de **Radio Farda**.



SYRIE (23)

20 journalistes en prison depuis plus de dix ans

À l'instar du journaliste pour la chaîne **Halab News**, **Baraa Mais**, arrêté en 2021, la grande majorité des journalistes sont détenus par le régime de Bachar al-Assad.

ARABIE SAOUDITE (19)

Détenue pour son soutien à la cause palestinienne

Dernière journaliste en date emprisonnée par l'Arabie Saoudite, condamnée à six ans de prison en septembre 2021, après avoir été menacée pour avoir exprimé sa solidarité avec les prisonniers et les victimes de torture, ainsi qu'à la cause palestinienne, **Maha Al-Rafidi**, d'**Al-Watan**, a été victime de torture et a passé deux mois à l'isolement.

ÉGYPTE (19)

4 nouvelles incarcérations en 2024

Arrêté le 21 juillet, pour « *publication de fausses nouvelles* », le traducteur et caricaturiste **Ashraf Omar**, du site d'information **Al-Minassa**, est l'un des quatre journalistes incarcérés dans le pays en 2024. Parallèlement, le gouvernement refuse de libérer les blogueurs **Mohamed Ibrahim Radwan** « **Oxygen** », lauréat du prix RSF du courage, et **Alaa Abdel Fattah**, bien qu'ils aient purgé leurs peines.

LES JOURNALISTES DANS LE VISEUR

BURUNDI

Jugée pour un message WhatsApp

12 ans de prison ont été requis contre la journaliste **Sandra Muhoza** pour avoir retransmis une information dans un groupe privé WhatsApp de journalistes.

KIRGHIZISTAN

Purge du journalisme d'enquête

11 journalistes d'investigation anticorruption liés aux chaînes YouTube indépendantes **Temirov Live** et **Ait Ait Dese** ont été arrêtés en janvier pour « appels aux émeutes », 4 d'entre eux ont été condamnés en octobre lors d'un procès inique.

AZERBAÏDJAN

Refus d'accès au soin

Atteint d'une tumeur cancéreuse, le directeur de **Toplum TV**, **Alesker Mammadli**, détenu depuis le 8 mars, n'a pas accès à des soins médicaux alors que sa santé se détériore gravement.

TUNISIE

Défense de défendre les journalistes

Le chroniqueur **Mourad Zeghidi** est détenu depuis le 11 mai pour avoir pris position contre la condamnation de son confrère, **Mohamed Boughalleb**.

CAMEROUN

Condamnations sans fin

L'ancien directeur général de la radiotélévision publique camerounaise (**CRTV**) **Amadou Vamouké**, détenu depuis huit ans, a vu sa condamnation portée à 32 ans de prison après une peine supplémentaire de 20 ans pour des accusations de « détournement de fonds ».



10 LIBÉRATIONS PHARES EN 2024



14
janvier

Niloofer Hamedi et Elaheh Mohammadi

Iran

Elles ont été libérées sous caution en janvier 2024 après avoir été emprisonnées en septembre 2022 pour avoir couvert la mort de Mahsa Amini. **Niloofer Hamedi** a été arrêtée pour avoir photographié la mère de Mahsa Amini en pleurs, et **Elaheh Mohammadi** l'a été pour avoir couvert les funérailles de la jeune femme. Elles faisaient face à des accusations de propagande contre le régime et de collusion contre la sécurité nationale. Depuis le début du mouvement de protestation « Femme, vie, liberté » en septembre 2022, plus de 100 journalistes ont été arrêtés, dont 17 sont toujours en prison à ce jour.



19
mars

Stanis Bujakera

République démocratique du Congo

« J'ai quitté la prison grâce à vos efforts. »

Stanis Bujakera a remercié RSF et tous ses soutiens au lendemain de sa libération, obtenue après six longs mois de détention, sept demandes de mise en liberté provisoire et une mobilisation internationale. Il était notamment accusé d'avoir « fabriqué et diffusé » un « faux document » des services de renseignement.



10
mai

Aasif Sultan

Inde

Symbole de l'acharnement juridique du gouvernement indien envers les journalistes indépendants du [Jammu-et-Cachemire](#), le journaliste du mensuel *Kashmir Narrator*, **Aasif Sultan** a passé près de six ans en prison. Détenu en vertu de la loi antiterroriste UAPA et de la loi sur la sécurité publique du Jammu-et-Cachemire, relâché une journée le 28 février, il a finalement été libéré sous caution par un tribunal spécial de Srinagar.



24
juin

Julian Assange

Royaume-Uni

Le fondateur de WikiLeaks, **Julian Assange**, a été libéré de la prison de Belmarsh à Londres, clôturant la procédure américaine vieille de 14 ans. Citoyen australien, il risquait jusqu'à 175 ans de prison pour 18 chefs d'accusation liés à la publication, en 2010, de plus de 250 000 documents militaires et diplomatiques classifiés. En échange de sa liberté, il a plaidé coupable de conspiration pour obtenir et divulguer des documents classifiés relatifs à la défense nationale des États-Unis. *« Je ne suis pas libre parce que le système a fonctionné, mais parce que j'ai plaidé coupable de journalisme »*, a-t-il [déclaré le 1^{er} octobre](#).



1^{er}
août

Alsu Kurmasheva et Evan Gershkovich

Russie

Le correspondant américain du *Wall Street Journal* **Evan Gershkovich** et la journaliste américano-russe de *Radio Free Europe / Radio Liberty* **Alsu Kurmasheva** ont été libérés dans le cadre d'un échange de prisonniers. Ils avaient été condamnés respectivement à 16 ans et six ans et demi de prison en juillet 2024, après leurs arrestations en mars 2023 pour le premier et en octobre pour la seconde.

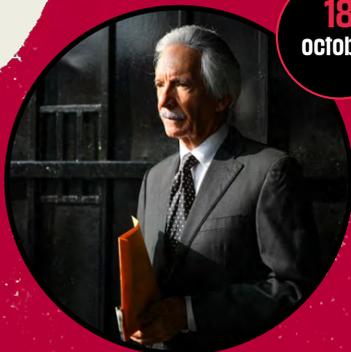


Floriane Irangabiye

Burundi

« *Notre joie est inexprimable* », confie à RSF la sœur de l'animatrice de radio *Igicaniro* **Floriane Irangabiye**, libérée le 14 août 2024 à la suite d'une grâce présidentielle. Injustement condamnée, en janvier 2023, à [dix ans de prison](#) pour « *atteinte à l'intégrité du territoire national* ». Réputée critique des autorités burundaises, l'animatrice qui vivait au Rwanda depuis 2015 avait été arrêtée le 30 août 2022 lors d'une visite au Burundi.

14
août



18
octobre

Jose Rubén Zamora

Guatemala

Le fondateur et directeur du journal *elPeriódico*, **Jose Rubén Zamora**, a été [libéré provisoirement et assigné à résidence](#) le 18 octobre 2024. Une décision révoquée à peine un mois plus tard, contre l'avis du président de la république. La demande de Jose Rubén Zamora de faire appel de cette décision est en cours d'examen par la Cour suprême du Guatemala. Le journaliste de 68 ans, lauréat du prix RSF de l'indépendance, a déjà passé plus de 800 jours derrière les barreaux et risque désormais de devoir retourner en prison. « *J'ai eu plus d'impact en deux ans de prison qu'en 30 ans de journalisme, parce que nous avons enlevé le masque de la démocratie* », a-t-il déclaré depuis sa maison en novembre.

Ihsane El Kadi

Algérie

Après 22 mois en prison, le directeur de *Radio M* et de *Maghreb Émergent* a obtenu une grâce présidentielle. Accusé à tort d'avoir perçu des fonds à des fins malveillantes, cette libération a un goût plus amer lorsque l'on sait qu'**Ihsane El Kadi** a subi la confiscation de ses actifs et de lourdes amendes, tandis que son média *Radio M* a dû cesser ses activités le 19 juin 2024.

30
octobre



Society & RSF

Une collaboration inédite met en valeur le travail de 8 journalistes incarcérés

- Dawit Isaak (*Érythrée, depuis 2001*)
- Amadou Vamouké (*Cameroun, 2016*)
- Narges Mohammadi (*Iran, 2021*)
- Mohamed « Oxygen » (*Égypte, 2021*)
- Jose Rubén Zamora (*Guatemala, 2022*)
- Jimmy Lai (*Hong Kong, 2022*)
- Maryna Zolatava (*Bélarus, 2023*)
- Irfan Mehraj (*Inde, 2023*)



55 JOURNALISTES OTAGES

DANS 5 PAYS DU MONDE

Sur les 55 professionnels des médias actuellement pris en otage dans le monde, 2 ont été enlevés au cours de l'année 2024, au Yémen. Cinq pays concentrent l'ensemble des 55 journalistes otages dans le monde : la Syrie (38), l'Irak (9), le Yémen (5), le Mali (2) et le Mexique (1). Un pays concentre à lui tout seul 70 % des otages : la Syrie. Majoritairement enlevés par l'État Islamique au cours de la guerre, il est, dix ans plus tard extrêmement difficile, voire quasiment impossible d'obtenir des informations sur leur sort.

LES PRINCIPAUX PRENEURS D'OTAGES

Groupe État islamique (EI) **25**

Groupes rebelles syriens (ASL, Ahrar Al-Sham, Al-Nosra, Brigade Hamza, Division Sultan Murad, Jaysh al-Islam) **11**

Groupes armés indéterminés **8**

Groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS) **6**

Houthis **4**

Al-Qaïda **1**

Yémen

2 nouvelles prises d'otage en 2024

Le journaliste indépendant **Mohamad Al-Mayahi** est pris en otage par les Houthis dans la ville yéménite de Sanaa le 20 septembre 2024, peu après la sortie d'un article critique du groupe rebelle. Le correspondant du journal *Al-Wahdawi*, **Fahed al-Arhabi**, a également été pris en otage par les Houthis pour la troisième fois, le 20 août 2024, après avoir dénoncé des détournements par une fausse organisation caritative dirigée par le frère de Mahdi al-Mashat, chef du conseil politique houthi.



RSF demande aux Houthis de donner des informations sur leur sort et de les libérer sans délai.

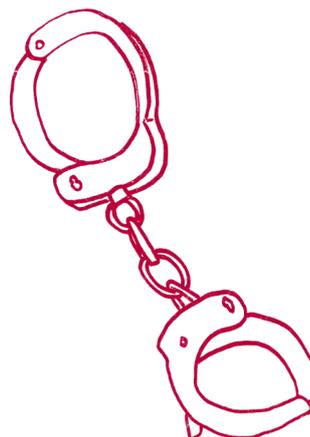
Mali

Plus d'un an aux mains de leurs ravisseurs

Au Mali, le directeur **Saleck Ag Jidou** et l'animateur **Moustapha Koné** de *Radio Coton*, enlevés le 7 novembre 2023 par un groupe armé, sont toujours privés de liberté à ce jour. La rançon exigée pour leur libération s'élève désormais à 4 millions de francs CFA (environ 6 150 euros).



RSF condamne ces enlèvements, qui s'inscrivent dans le contexte d'une menace croissante sur les journalistes dans la région du Sahel.





Syrie

Seul pays où des journalistes étrangers sont otages

Près de six ans après la chute du califat de l'État islamique (EI), en mars 2019, RSF est sans nouvelle des 38 journalistes kidnappés entre 2012 et 2021. Parmi eux figurent 3 employés syriens de la chaîne *Orient TV* basée à Istanbul, le reporter **Obeida Batal**, le technicien **Aboud Al-Atik** et le preneur de son **Hosam Nizam Al-Dine**. En plus de détenir 2 des 3 femmes journalistes otages dans le monde, la Syrie est également le seul pays où des journalistes étrangers sont captifs. Il s'agit du reporter mauritanien **Ishak Mokhtar** et du cameraman libanais **Samir Kassab**, qui travaillaient pour la chaîne émiratie *Sky News Arabia* lorsqu'ils ont été enlevés avec leur chauffeur syrien, dont l'anonymat est requis par sa famille, près d'Alep en octobre 2013.

LES PAYS À HAUT RISQUE CES DIX DERNIÈRES ANNÉES



PRIS EN OTAGE ET LIBÉRÉS EN 2024

Soudan

Aladdin Abu Harba (Freelance) du 23 au 31 août 2024

Le 23 août dernier, des hommes armés affiliés au groupe paramilitaire des Forces de soutien rapide (FSR) ont kidnappé le journaliste indépendant **Aladdin Abu Harba** à son domicile, dans la région du Nil oriental à Khartoum. Il a été libéré le 31 août 2024.

Nigéria

Joshua Rogers (Channels TV) du 11 au 12 avril 2024

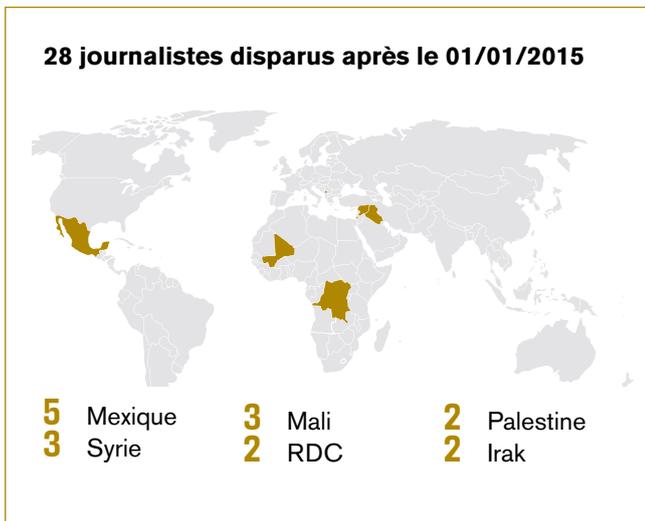
Joshua Rogers, reporter de *Channels TV*, a été enlevé près de son domicile à Rumuosi, dans l'État de Rivers, le 11 avril 2024, alors qu'il rentrait de reportage avec la voiture siglée du média. Il a été libéré le 12 avril 2024.



PRÈS DE **100 JOURNALISTES DISPARUS** DANS 34 PAYS DU MONDE

Près d'une centaine de journalistes sont portés disparus dans le monde, dont plus d'un quart ont disparu au cours des dix dernières années. Le Mexique se distingue tristement comme le pays le plus dangereux, concentrant plus de 30 % des cas. Ces disparitions, souvent imputables à des gouvernements autoritaires ou négligents, soulignent l'urgence de renforcer la protection des journalistes et de lutter contre l'impunité.

LES PAYS À HAUT RISQUE CES DIX DERNIÈRES ANNÉES



Sri Lanka

Une campagne RSF

RSF et [Cartooning for Peace](#) ont lancé une campagne internationale en soutien au caricaturiste **Prageeth Eknaligoda**, disparu le 24 janvier 2010 à Colombo. Depuis 2006, au Sri Lanka, 14 journalistes ont été tués, 3 ont disparu, et des dizaines ont fui le pays.



LES GOUVERNEMENTS RESPONSABLES DES DISPARITIONS : 15 NOUVELLES DISPARITIONS FORCÉES DEPUIS 2015



45 % DES JOURNALISTES DÉTENUS SONT VICTIMES DE **DISPARITIONS FORCÉES**

« Alors que le nombre de disparitions forcées ne cesse de croître, RSF s'inquiète du rôle actif de certaines autorités pour réduire au silence les voix des journalistes. RSF demande la ratification universelle de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2006, mais ne compte à ce jour que 75 ratifications. »

Antoine Bernard,
directeur du plaidoyer et de l'assistance de RSF

4 NOUVELLES DISPARITIONS FORCÉES TOUJOURS EN COURS EN 2024



Burkina Faso

Le sort d'**Alain Traoré**, journaliste du groupe de presse *Omega Media*, reste un mystère. L'animateur de la chronique « Le Défouloir » a été enlevé à son domicile le 13 juillet par des individus disant appartenir à l'Agence nationale de renseignement (ANR). Un *modus operandi* similaire à l'enlèvement de **Serge Oulon**, survenu le 24 juin à son domicile. Sa réquisition par l'armée a finalement été assumée par les autorités quatre mois plus tard. Adama Bayala et Kalifara Séré ont également été enlevés puis réquisitionnés au mois de juin. Aucune information concernant leur localisation et leur état de santé n'a été dévoilée.

Nicaragua

Le 12 juillet, la journaliste nicaraguayenne **Fabiola Tercero Castro** a disparu avec sa famille après la perquisition de son domicile à Managua par sept policiers, durant laquelle son matériel de travail a été saisi. Bien qu'aucune accusation formelle n'ait été portée contre elle, la journaliste était déjà assignée à résidence et devait se présenter tous les jours à un poste de police.



Russie

La journaliste ukrainienne **Zhanna Kyselova** a été arrêtée le 27 juin par les forces russes d'occupation à son domicile à Kakhovka, une ville de la région ukrainienne de Kherson partiellement occupée par la Russie. Elle était la rédactrice en chef du journal local *Kakhovska Zorya*, qui a été fermé après l'invasion du 24 février 2022. Aucune information sur sa disparition et son lieu de détention n'a été communiquée.

Syrie

Hanin Gebran, correspondante à Damas du site *Syria Monitor* est portée disparue en Syrie depuis le 23 juin. Selon les informations de RSF, elle était dans le viseur des renseignements de l'armée de l'air. Depuis 2011, de nombreux journalistes disparus en Syrie sont présumés détenus dans les prisons du régime de Bachar al-Assad. Le sort de ces journalistes reste incertain, dans un pays où la répression contre les voix indépendantes est systématique et impitoyable. Un journaliste américain indépendant y est aussi porté disparu depuis 12 ans : **Austin Tice** a été pris en otage en 2012, près de Damas, et on présume qu'il est toujours détenu en Syrie, bien que le régime syrien n'ait jamais confirmé sa détention. La Syrie occupe l'avant-dernière place (179^e) dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2024.

I DÉFINITIONS



Journaliste tué

RSF comptabilise sur son baromètre la mort d'un journaliste lorsque celui-ci est tué dans l'exercice de ses fonctions ou du fait de sa qualité de journaliste.



Journaliste détenu

RSF distingue trois catégories de détention de journalistes dans l'exercice de leurs fonctions ou en raison de celles-ci :

- **Détention provisoire** : toute privation de liberté de plus de 48h d'une personne qui n'a pas encore été jugée.
- **Détention suite à une condamnation** : privation de liberté d'un journaliste après condamnation.
- **Assignation à résidence** : obligation d'un journaliste de demeurer dans un lieu précis, déterminé par l'autorité qui l'ordonne – souvent son domicile – éventuellement sous surveillance électronique, et/ou avec une obligation de présentation régulière aux services de police et/ou de rester dans ce lieu à des horaires précis. Elle peut être prononcée comme alternative à un emprisonnement pour des personnes condamnées, ou comme mesure de surveillance pour des personnes poursuivies.



Journaliste otage

RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il est privé de liberté par un acteur non étatique qui accompagne cette privation de liberté de la menace de le tuer, de le blesser ou de continuer à le détenir dans le but de contraindre un tiers à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte en tant que condition explicite ou implicite pour la libération, la sécurité ou le bien-être de l'otage.



Journaliste disparu

RSF considère qu'un journaliste est disparu lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.

- **Porté disparu** : Statut par défaut lorsqu'un journaliste ou un collaborateur des médias a disparu, qu'on ne sait pas s'il a été pris en otage, s'il est détenu par l'État ou s'il a été tué, quand les preuves de décès ou d'enlèvement sont inexistantes ou insuffisantes et qu'aucune revendication crédible de responsabilité n'a été formulée.
- **Disparition forcée** : Selon le droit international, elle se caractérise par trois critères essentiels : la privation de liberté par une autorité officielle (ou un groupe agissant en son nom, ou avec son soutien, ou avec son consentement), conjuguée au refus soit de reconnaître cette privation, soit de révéler le sort de la personne concernée et sa localisation.



À QUOI SERVENT NOS CHIFFRES ?

Nos chiffres, actualisés quotidiennement sur notre site Internet sont pris en compte dans le Classement mondial annuel de la liberté de la presse et sont utilisés pour alimenter notre plaidoyer juridique, politique et nos actions sur le terrain.

> Actualiser notre baromètre en temps réel

Actualisés en permanence par nos responsables de zone et nos correspondants, les noms des journalistes victimes d'exactions (tués, détenus, otages, disparus) sont disponibles sur le [baromètre en ligne de RSF](#).

> Agir dans les zones de crise

RSF a ouvert des [centres pour la liberté de la presse](#) – en Ukraine et à Beyrouth – et a lancé un [projet de soutien aux journalistes birmans en Thaïlande](#), afin de continuer à protéger les journalistes dans des zones de conflits où les atteintes à la liberté de la presse sont les plus nombreuses.

> Contribuer au Classement mondial de la liberté de la presse

Ces chiffres jouent un rôle important au cours de l'[élaboration](#) du Classement mondial de la liberté de la presse. Le nombre d'exactions commises dans un pays (que l'on appelle score exactions) représente un tiers de l'un des cinq indicateurs : le score sécuritaire.

> Lutter contre l'impunité

C'est cette méthodologie rigoureuse qui confère de la crédibilité aux données de RSF. Nos chiffres étant basés sur des règles explicitées et détaillées, différentes institutions les reconnaissent et les utilisent. Ils sont régulièrement utilisés pour interpeller les gouvernements, ou pour alimenter des actions en justice, telles les plaintes auprès de la Cour pénale internationale (CPI), comme celles sur [les crimes de guerre commis contre les journalistes à Gaza par l'armée israélienne](#).

> Rendre hommage aux journalistes

Les noms des journalistes tués présents dans le baromètre sont gravés sur la stèle dévoilée chaque année au [Mémorial des reporters à Bayeux](#), lors du prix Bayeux Calvados-Normandie des correspondants de guerre.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

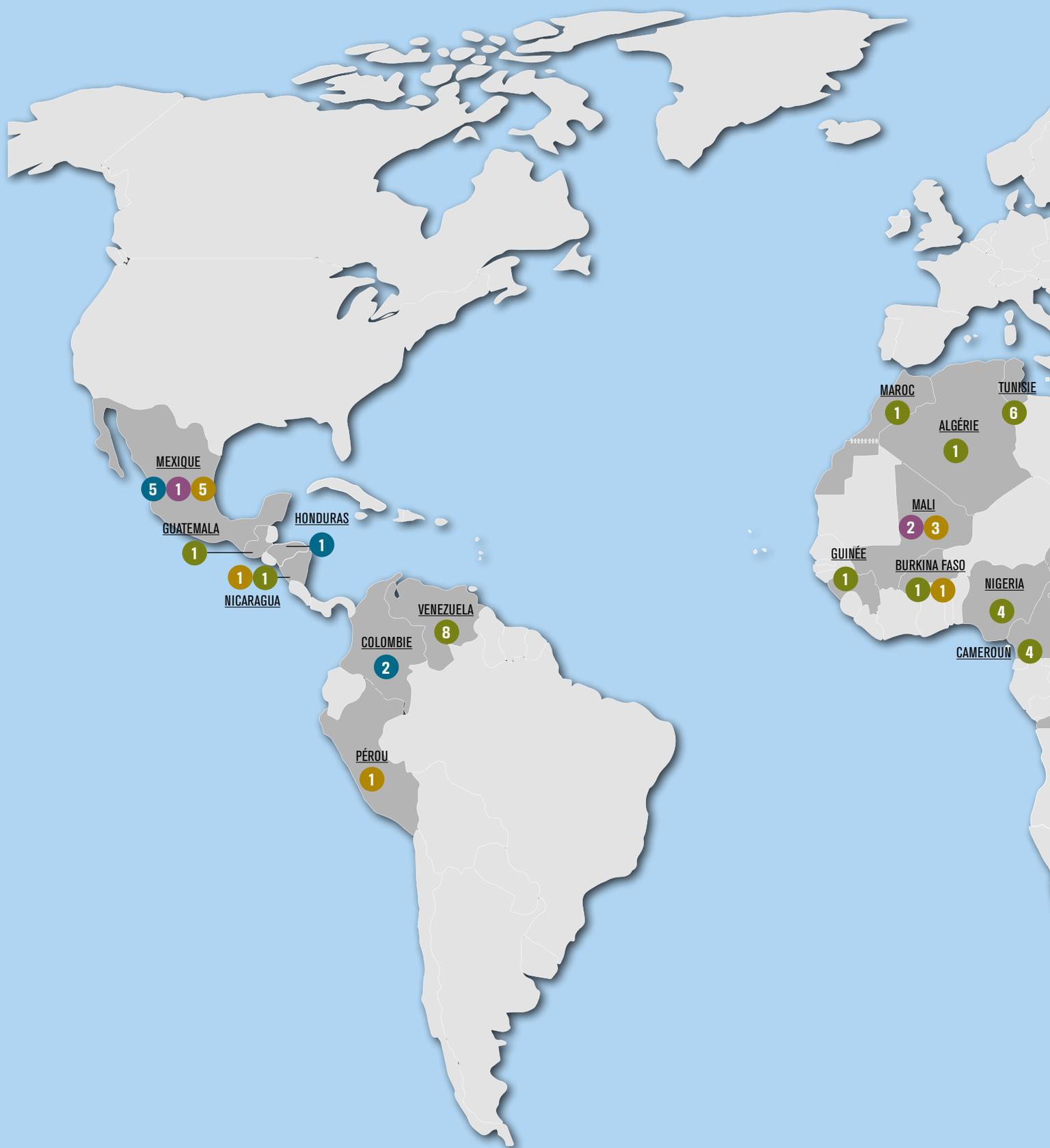


Établi chaque année depuis 1995 par Reporters sans frontières (RSF), le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données établies tout au long de l'année. RSF procède à une collecte minutieuse d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins avec une très forte présomption, que la mort, la détention ou l'enlèvement d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession.

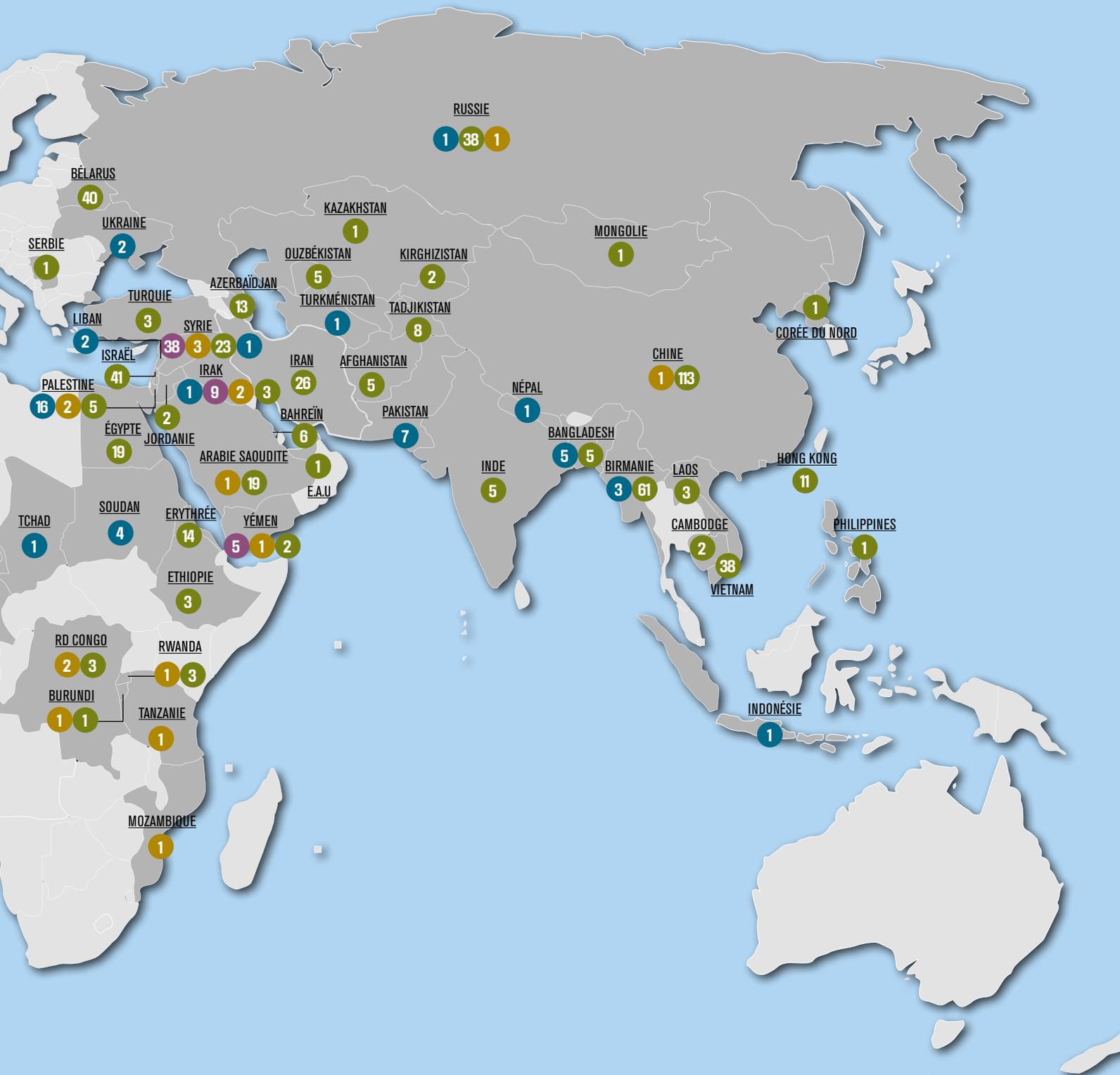
RSF ne recense que les journalistes qui entrent dans le cadre de son mandat, c'est à dire toute personne qui pratique, par l'intermédiaire de tout moyen de communication, à titre régulier ou professionnel la collecte, le traitement et la diffusion d'informations et d'idées, de manière à servir l'intérêt général et les droits fondamentaux du public, et ce dans le respect des principes de la liberté d'expression et des principes déontologiques de la profession.

Le décompte total du bilan 2024 établi par RSF intègre les journalistes professionnels et journalistes-citoyens, ainsi que les collaborateurs de médias. Dans le détail, les bilans annuels de RSF distinguent ces différentes catégories afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

Les chiffres qui figurent dans cette édition ont été arrêtés au 1^{er} décembre 2024 et ne prennent pas en compte les libérations ou les atteintes au journalisme qui se sont produites après cette date. Ces nouvelles données apparaissent en revanche sur le [baromètre de RSF](#), régulièrement mis à jour.



| LES ATTEINTES À LA LIBERTÉ DE LA P



- Nombre de journalistes tués (54)
- Nombre de journalistes détenus (150)
- Nombre de journalistes otages (55)
- Nombre de journalistes disparus (après 2015) (28)



REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'UNESCO, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections dans le monde et de correspondants dans plus 130 pays.